



Lettre d'information d'Universitaires Sans Frontières

Dans le numéro 55 de notre lettre d'information, suite à ses nombreux voyages en Afrique et son excellence connaissance de ce continent, Xavier Alphaize donne sa vision sur les enjeux de la formation professionnelle pour l'emploi des jeunes Africains. Puis notre collègue Yves Pagnotte reprend les grandes idées du livre "Une solution pour l'Afrique : du néoprotectionnisme aux biens communs" publié récemment par Kako NUBUKPO. Et Yves Livian présente son dernier livre sur de nouvelles perspectives en enseignement et recherche en gestion.

Par ailleurs, comme aide au développement des laboratoires de recherche, une synthèse en vue de la capitalisation des connaissances est exposée rapidement, non pas destinée aux administrateurs de la recherche, mais comme outil de base pour le travail quotidien des chercheurs.

Enfin, sont présentées les grandes lignes de réflexions notre réunion stratégique de septembre dernier.

Prof. Robert Laurini, directeur de publication.

L'enjeu de la formation professionnelle pour l'emploi des jeunes Africains

La situation démographique en Afrique est atypique : c'est le continent le plus jeune du monde, où la population de moins de 25 ans devient progressivement largement majoritaire. Ces jeunes arrivent massivement sur le marché du travail, ont des attentes importantes, qu'ils vivent en zones rurales ou en zones urbaines. Et ils sont confrontés à des difficultés majeures à cette étape : dans ces pays à faibles revenus le sous-emploi est généralisé, il est marqué par l'absence de système d'indemnités sociales, les emplois sont mal payés et l'autoentreprise (entreprise individuelle) est très répandue. Les jeunes et les femmes sont particulièrement touchés et il est bien souvent difficile pour eux de sortir de la pauvreté.

Les perspectives de trouver un emploi se situent principalement dans l'agriculture, le secteur informel (entreprises individuelles) et le secteur salarié moderne. L'intégration des jeunes dans le monde du travail et leur perspective d'évolutions sont étroitement liées à la qualité de l'éducation qui est dispensée, à la formation professionnelle à laquelle ils

peuvent accéder mais aussi aux dispositions prises par les États pour favoriser les mesures permettant d'améliorer les secteurs économiques qui restent des débouchés professionnels : l'agriculture, les entreprises individuelles et le développement d'un secteur économique moderne.



Les projections faites à moyen terme sur l'évolution démographique de la population des jeunes en Afrique subsaharienne et les perspectives économiques donnent la mesure du défi de l'emploi des jeunes :

- Le secteur agricole (exploitations agricoles familiales) représente 62% des emplois,
- Les entreprises individuelles environ 22% des emplois. Il s'agit d'initiatives

individuelles dans le secteur informel correspondant par exemple à des ventes de fruits ou légumes dans la rue, la confection de vêtements, la coiffure...

- Les emplois salariés (salaire régulier) ne concernent que 16% des emplois en Afrique.

Cependant le secteur des services n'aura pas la capacité d'absorber les millions de jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Au mieux un quart de la jeunesse africaine trouvera un emploi salarié et une petite partie dans des emplois formels dans des entreprises modernes. Les autres travailleront dans l'agriculture et les entreprises individuelles.

Des facteurs contribuent à l'accès aux emplois productifs :

- Le capital humain : l'éducation et la formation professionnelle, les compétences, les liens familiaux et les facteurs personnels
- L'environnement des affaires (sur lesquels ne peut pas agir l'individu) : l'accès à la terre, le capital et la finance, les infrastructures, la technologie, l'évolution des marchés, les politiques gouvernementales, les réglementations et programmes / projets qui influencent l'activité économique.

Dans une étude sur les apprentissages (« Étude sur les apprentissages de qualité dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest: Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Niger et Togo » OIT 2020), l'Organisation Internationale du Travail note qu'« Afin d'améliorer la création d'emplois décents pour les jeunes et de faciliter l'accès de ceux-ci à ces emplois dans la sous-région du Sahel, il est nécessaire de promouvoir la coopération, une capacité régionale renforcée et le partage des connaissances, des programmes innovants » et fait référence aux six éléments clés suivants pour mettre en place des actions efficaces de formation professionnelles: « 1) un dialogue social constructif; 2) des rôles et responsabilités clairement définis; 3) un cadre réglementaire solide; 4) un mécanisme de financement équitable; 5) une adéquation au marché du travail; et 6) un système inclusif ».

Pour de plus amples renseignements, contacter le Professeur Xavier Alphaize, xavier.alphaize@gmail.com. ■

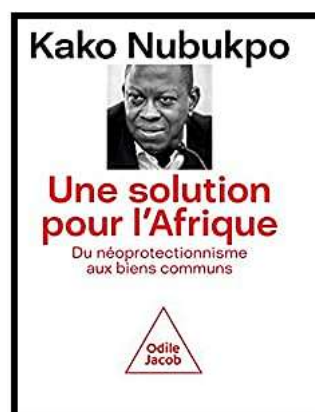
"Une solution pour l'Afrique : du néoprotectionnisme aux biens communs"

Monsieur Kako NUBUKPO, 54 ans, originaire de Lomé, après des études à Strasbourg, a soutenu sa thèse de sciences économiques à

l'Université Lyon-2, puis a enseigné à l'EM Lyon de 1997 à 1999. Après avoir occupé des responsabilités à la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest de 2000 à 2003, il devint ministre de la République du Togo de 2013 à 2015. Après avoir quitté ses responsabilités politiques à la suite de désaccords, il occupe des postes de responsabilité au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) depuis 2017 et est doyen de la Faculté de Sciences Economiques de Lomé depuis 2019. Il est connu depuis longtemps comme un opposant au Franc CFA.

Il a publié en septembre 2022 "Une solution pour l'Afrique" (éditeur Odile Jacob). Dans cet ouvrage de 270 pages, Kako Nubukpo souligne le défi colossal qui se pose au continent africain : accueillir un milliard d'habitants supplémentaires en une génération et réussir son développement. Aucun modèle économique existant ne peut assurer la réussite à ce défi. Notamment le maintien du système financier du Franc CFA, selon l'auteur. Il préconise la mise en place d'un néoprotectionnisme africain pour préserver les ressources du continent, dont les terres. Il soumet à la discussion des pistes pour que l'Afrique assure sa souveraineté, notamment alimentaire et financière, en promouvant une politique de biens communs et une économie de partage dont il propose quelques contours.

Pour nous qui avons le souci d'apporter une petite contribution au développement du continent africain, ce livre est nécessairement une interpellation sur les aides à mettre en œuvre de façon utile et respectueuse, sur leurs formes et leurs contenus. Cet ouvrage nous conforte dans nos actions pour transférer des compétences universitaires en vue de la formation de cadres dont les différents pays ont besoin ; mais également, il nous questionne sur la nature des besoins réels et sur les modalités d'une action solidaire, efficace et adaptée aux attentes. Une pièce importante à ajouter à ce débat qui se poursuit.



Pour de plus amples renseignements, contacter Yves Pagnotte, yves.pagnotte@wanadoo.fr. ■

Nouvelles perspectives pour l'enseignement et la recherche en gestion

Dans la collection « Les grands auteurs .. », chez EMS (principal éditeur en économie-gestion) vient de paraître un ouvrage particulier, sous la direction de M. Bidan (professeur de systèmes d'information à Nantes) et Y.F. Livian (ancien professeur à l'IAE de Lyon, adhérent USF) intitulé « Les grands auteurs aux frontières du management ».

Il a pour but de présenter des philosophes, sociologues ou autres spécialistes n'ayant pas écrit sur le management mais dont la pensée peut inspirer ce domaine.



En effet, cet ouvrage collectif est le fruit d'un constat et d'une interrogation, qui sont partagés à la fois par ses coordinateurs et par la plupart de ses contributeurs. Nous partons en effet de l'idée que l'enseignement, la recherche et le conseil en management sont confrontés aujourd'hui à des défis considérables qui lui imposent une profonde remise en question. Au-delà d'une simple mise à jour régulière des thèmes à traiter ou des problèmes à résoudre (évolution de la gouvernance des entreprises, mondialisation des chaînes de valeur, nouveaux comportements de consommation, transformation organisationnelle, etc.), ce champ est traversé par une confrontation de perspectives qui remet en jeu à la fois des savoirs établis et la manière de produire et diffuser ces savoirs.

Pour la première fois dans cette collection, une place est faite à des auteurs non européens. Une quinzaine de collègues africains ont notamment contribué en traitant de quelques grands noms connus (Anta Diop, Mbembé ..) ou moins connus (Eboussi Boulaga ..). D'autres auteurs non occidentaux (indien ou péruvien) sont aussi abordés.

Vous pouvez visionner de courts entretiens sur certains auteurs sur la chaîne Xerfi Canal www.xerficanal.com/iqsog/

On peut aussi acheter en ligne chaque chapitre séparé : consulter la table des matières sur le site de l'éditeur EMS.

Pour davantage de détails, contacter le Professeur Yves-Frédéric Livian <yves.livian@laposte.net>. ■

Capitalisation des connaissances de laboratoire

Une structure de recherche est un construit social visant à produire et valider de nouvelles connaissances scientifiques. Le laboratoire est le lieu où s'élabore ces connaissances selon un processus complexe associant des connaissances acquises, un contexte d'innovation, un réseau de collaborations, un collectif de chercheurs (doctorants, enseignants-chercheurs), etc. Savoir identifier et capitaliser les connaissances mobilisées dans ce processus est décisif pour la dynamique et la performance d'un laboratoire

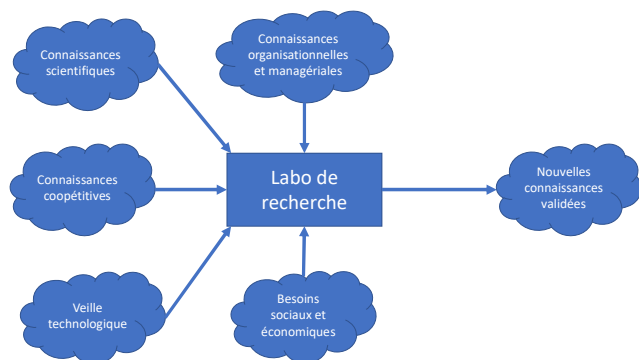
Parmi les connaissances ainsi mobilisées, on peut citer :

- les connaissances scientifiques publiées (articles, thèses, etc.) ; plusieurs centaines pour un jeune chercheur, des milliers pour un chercheur expérimenté) ;
- des savoir-faire professionnels propres aux chercheurs, comme la rédaction scientifique, les protocoles expérimentaux, les méthodologies de recherche et de validation, l'identification des verrous technologiques, la critique des articles, etc. ;
- les connaissances sur les besoins exprimés par la société (santé, aménagement, alimentation, écologie, éthique, etc.) et des entreprises (technologie, processus industriels, automatisation, etc.) ;
- les connaissances de type organisationnel, managérial et financier, notamment les procédures d'appel d'offres, d'appels à communication, sans oublier les techniques de gestion de projet ;
- des connaissances sur les équipes de recherche organisées dans d'autres

laboratoires. Les chercheurs entretiennent des relations de type « coopération » (compétition + coopération) avec les chercheurs des autres laboratoires. ; une cartographie précise des équipes travaillant sur les questions de recherche étudiées par le laboratoire est nécessaire ;

- les connaissances issues de la veille technologique, de l'éthique de la recherche, des séminaires et conférences, etc.

Ce rapide tour d'horizon montre la variété et l'importance des connaissances mobilisées pour la production de nouvelles connaissances scientifiques.



Les connaissances produites prennent des formes différentes selon l'épistémologie du domaine de recherche concerné. Chaque grande discipline a développé ses règles de validation de connaissances scientifiques cohérentes avec sa spécialité (démonstrations, preuves empiriques, expérimentations, études de terrain, analyses de données, simulations, preuves de concepts, etc.).

Si la réussite des recherches est le plus souvent publiée, l'échec et les abandons doivent également être documentés et accessibles pour tirer les leçons méthodologiques et théoriques qui s'imposent. Toutes ces connaissances, et sans doute d'autres non mentionnées ici, sont plus ou moins dans « la tête » des chercheurs expérimentés, et restent le plus souvent implicites.

Dès lors, deux questions se posent :

1 – quelles sont les méthodes et les outils permettant d'identifier, de structurer et de mobiliser efficacement ces connaissances lors des processus de production de connaissances scientifiques au sein des laboratoires ?

2 – comment les laboratoires en création dans les pays en développement peuvent-ils adopter de tels outils dans leur contexte local ?

« Universitaires sans Frontières » se propose d'animer la réflexion sur la capitalisation de ces

connaissances dans le contexte spécifique de chaque laboratoire.

Contactez Robert Laurini <Robert.Laurini@usf-awb.org> et Alain Mille <alain.mille@gmail.com>. ■

Bilan de la journée de réflexion d'USF du 22 septembre 2022

USF a organisé un débat qui s'est étalé sur toute une journée à Grézieux-la-Varenne dans la Métropole de Lyon, le 22 septembre dernier. Il s'agissait de s'interroger sur le sens de l'action d'USF et des moyens pour renforcer cette dernière. Cette réunion a rassemblé des membres actifs d'USF, aussi bien que des personnes qui cherchaient à découvrir notre organisation. L'Afrique y était aussi représentée. On va ici reprendre les principaux points de la discussion et faire le point sur les actions en cours.

On peut, en effet, s'interroger aujourd'hui sur le sens de l'action d'USF. A quoi sert-il d'aller rencontrer des universités de régions défavorisées alors que notre propre pays, notre monde bascule progressivement dans la guerre totale, et que nous rencontrons des défis de crises sociales, de famines, de manque d'eau, de réduction des surfaces habitables, sans parler de nos choix écologiques qui n'améliorent pas le bilan carbone de la planète ?



D'abord, il faut le dire, nos interventions rendent de vrais services aux institutions dans lesquelles nous intervenons. Elles contribuent au développement économique des régions dans lesquelles ses universités sont implantées. Nous sommes des agents de développement, pas des humanitaires de l'urgence. Et s'il y a bien un facteur de guerres à venir, c'est bien le fait que des régions du monde échappent au progrès global, que leurs économies semblent déconnectées de l'économie mondiale, que leurs intellectuels semblent débranchés des

débats qui agitent le monde universitaire dans la plupart des régions développées. C'est bien en cela que contribue USF. Le label d'intérêt général (qui nous a été décerné) est non seulement une reconnaissance, c'est aussi la garantie de pouvoir mener des actions, même quand les moyens disparaissent. Il n'est pas souhaitable de travailler à perte, mais couvrir une partie de nos frais, à terme par de l'auto-don, est une manière un peu nouvelle, mais apparemment en voie de développement. Nos interlocuteurs y voient une crédibilité supplémentaire de notre organisation.

Interventions récentes ou en cours

Rappelons que la crise sanitaire a beaucoup affecté nos interventions.

Colombie

L'Universidad Nacional Autónoma de Bucaramanga (UNAB) se trouve à un moment clé de sa carrière : elle ouvre d'un seul coup ses trois premiers doctorats en ingénierie des systèmes, en informatique mais aussi en sciences de l'éducation. Ce moment est crucial car s'y joue la crédibilité de cette université privée plutôt moderne et dont nous avons pu juger de la qualité du personnel enseignant. USF a donc choisi d'y intervenir d'abord en visio-conférence du fait de la pandémie, puis, en présentiel en septembre. Nous avons pu constater que nos premiers apports ont porté leurs fruits, très rapidement la formation sur les aspects techniques de la construction de doctorats et d'école doctorale sont passés à des discussions sur les problèmes concrets que se posait des enseignants et des dirigeants. Nous sommes convaincus que l'UNAB va accroître son attractivité, tout en contribuant au développement de l'activité économique locale. L'ambassade de France en Colombie a été très intéressée par notre intervention et souhaite nous voir intervenir dans d'autres établissements d'enseignement supérieur de la même manière.

Equateur (Quito)

Une mission dans ce pays a permis de confirmer les liens avec au moins deux universités. L'Université des Amériques (UDLA) a rencontré USF et souhaite que nous y menions une intervention. L'École polytechnique nationale cherche un appui aux échanges d'étudiants. Le SCAC local est ici aussi prêt à nous aider. Une action est prévue début 2023.

Tunisie

Nous avons fait une intervention à Sousse en 2022 et on devrait avoir d'autres demandes à terme.

Afrique subsaharienne

USF a déjà une grande pratique d'intervention en Afrique noire. Elle est intervenue dans un certain nombre de pays et a commencé à se lancer dans des projets demandant de gros financements comme la mise en place d'un réseau numérique sur toute la zone. Ce dernier projet mobilise déjà des équipes de plusieurs pays africains. Quelques fois les projets s'appuient sur des financements de collectivités territoriales françaises. Nous intervenons sur des universités publiques ou privées en vérifiant cependant la qualité universitaire de ces dernières. C'est notamment le cas au Bénin.

La plupart des interventions consistent en des envois de formateurs pour une période courte. USF est aussi largement utilisée pour aider au recrutement de professeurs, mais aussi de responsables d'université.

Cameroun

Des échanges ont eu lieu dans 3 universités. Nous sommes très impliqués dans des interventions éventuelles car les universités jouissent d'une bonne réputation mais manquent de connexions. Il faut dire que les communications avec ce pays sont difficiles.

Gabon

Ici, nous sommes sur le projet de la montée en puissance d'une école de gestion. Ce projet bénéficierait de la volonté du ministre gabonais de l'Éducation qui chercherait à développer les universités privées pour sortir d'une sorte de paralysie administrative.

Vietnam

USF examine comment il pourrait intervenir dans ce pays où la France souhaite continuer à jouer un rôle.

En conclusion, avec l'espoir de voir la fin de la crise sanitaire, nous espérons que durant l'année 22-23 davantage d'actions seront menées.

Bien évidemment, USF recherche toujours des universitaires, notamment retraités, caractérisés par leurs compétences et leur temps disponible non seulement pour assurer des actions de consultants ou des cours, mais surtout pour faire les diagnostics et négocier les actions les plus efficaces.

Pour davantage de détails, contacter le Président Jean Ruffier <jean.ruffier@usf-awb.net>. ■